

La COP16 se termine dans le désarroi et l'indécision malgré des avancées en matière de biodiversité

Par Patrick Greenfield et Phoebe Weston à Cali, The Guardian, 3/11/24

Les participants au sommet sur la conservation s'accordent sur une taxe mondiale sur les médicaments issus de la génétique de la nature et sur une représentation plus forte des populations autochtones, mais les pays en développement sont furieux de ne pas voir leurs promesses de financement tenues.

Le sommet mondial sur l'arrêt de la destruction de la nature s'est achevé dans le désarroi samedi, avec quelques avancées mais des questions clés restées en suspens.

Les gouvernements se sont réunis à Cali, en Colombie, pour la première fois depuis l'accord de 2022 visant à mettre un terme à la destruction de la vie sur Terre causée par l'homme. Les pays espéraient progresser au cours de ce sommet de deux semaines sur des objectifs cruciaux tels que la protection de 30 % de la Terre pour la nature et la réforme de certaines parties du système financier mondial qui nuisent à l'environnement.

Les négociations, qui devaient s'achever vendredi soir, se sont terminées dans la confusion samedi matin, après près de 12 heures de discussions. Les gouvernements ne sont pas parvenus à un consensus sur des questions essentielles telles que le financement de la protection de la nature et les modalités de suivi des objectifs de la décennie. Nombreux sont ceux qui ont été contraints de quitter les discussions plus tôt que prévu pour prendre leur avion. Les négociations ont été suspendues à 8h30 alors que moins de la moitié des pays étaient présents et que la réunion n'atteignait plus le quorum. Les pays devront poursuivre les discussions l'année prochaine lors d'une réunion intermédiaire à Bangkok.

Un certain nombre de pays ont exprimé leur colère face à la façon dont les négociations ont été prolongées et à l'ordre des discussions, qui a laissé des questions cruciales en suspens à la dernière heure.

« *Nous nous interrogeons vraiment sur le manque de légitimité de discuter d'une question aussi importante à la fin de la Cop* », a déclaré la négociatrice brésilienne Maria Angelica Ikeda, peu avant que les discussions sur la mobilisation des ressources ne soient interrompues. « *Nous aurions dû commencer à discuter de ces questions dès le début... Nous devrions avoir des décisions garantissant que nous disposons des ressources dont nous avons besoin.* »

La négociatrice des Fidji, Michelle Baleikanacea, a souligné que de nombreux pays en développement, qui ne disposaient pas des budgets nécessaires pour modifier leurs plans de vol, ont été contraints d'abandonner la réunion. « Malheureusement, les Fidji sont le seul pays insulaire du Pacifique encore présent à cette Cop. Nous sommes venus en délégation de 10 personnes et je suis la seule qui reste. Nous ne pouvons pas nous permettre de changer de vol parce que nous n'avons pas les fonds nécessaires », a-t-elle déclaré.

Les gouvernements ont réussi à faire quelques percées significatives : ils se sont mis d'accord sur une taxe mondiale sur les produits fabriqués à partir de données génétiques provenant de la nature, ce qui pourrait créer l'un des plus grands fonds de conservation de la biodiversité au monde ; et ils ont officiellement intégré les communautés autochtones dans le processus décisionnel officiel du processus de biodiversité des Nations unies, dans ce que les négociateurs ont décrit comme un « *moment décisif* » pour la représentation autochtone.

Toutefois, si le projet de fonds d'information sur les séquences numériques (DSI) a été adopté lors de la réunion, il n'était pas certain qu'il y ait encore suffisamment de pays présents pour officialiser le vote. Si ce n'est pas le cas, les pays pourraient remettre en question la légitimité de la décision à une date ultérieure.

Les observateurs ont déclaré qu'en dépit des accords conclus, la COP16 n'était pas à la hauteur de ce qui était nécessaire pour mettre un terme à la crise du monde naturel, avertissant que de nombreux gouvernements et fonctionnaires de l'ONU n'agissaient pas avec l'urgence requise. Ils ont souligné le manque de leadership de l'UE, de la Chine, du Canada et d'autres pays qui avaient joué un rôle de premier plan dans la conclusion d'accords sur les objectifs de cette décennie il y a tout juste deux ans.

Au cours du sommet, il est apparu clairement que de nombreux pays ne progressaient que faiblement, voire pas du tout, sur des objectifs cruciaux tels que

la réforme des subventions néfastes pour l'environnement, les zones protégées et même la présentation de plans nationaux pour atteindre les objectifs.

« Nous avons constaté un manque de leadership de la part des pays les plus riches, de l'Union européenne et de la France en particulier, du Canada, de la Suisse, du Japon, du Royaume-Uni, mais aussi de la Chine. Le secrétaire exécutif de la convention des Nations unies sur la biodiversité s'est également montré assez fantomatique », a déclaré Oscar Soria, directeur du groupe de réflexion The Common Initiative.

Brian O'Donnell, directeur de la Campagne pour la nature, a déclaré que trop de pays et de fonctionnaires des Nations unies s'étaient rendus à Cali sans faire preuve de l'urgence et du niveau d'ambition nécessaires. *« Le monde n'a pas le temps de faire comme si de rien n'était »,* a-t-il déclaré. *« La suspension de la Cop sans stratégie de financement convenue est alarmante. »*

« Le rythme des négociations de la Cop16 n'a pas reflété l'urgence de la crise à laquelle nous sommes confrontés », a déclaré Catherine Weller, directrice de la politique mondiale de Fauna & Flora.

« Malgré la percée obtenue de haute lutte sur la création d'un fonds pour les bénéfices tirés de l'information génétique de la nature et la rhétorique permanente sur l'urgence d'augmenter le financement pour la nature, il n'y a pas eu d'avancées significatives sur la façon dont nous financerons la restauration de la nature, ni de clarté sur la façon dont nous suivrons les progrès à l'échelle mondiale. Deux ans plus tard, la grande majorité des objectifs en matière de protection de la nature convenus à Montréal ne sont malheureusement encore que des mots non financés sur le papier », a-t-elle déclaré.

Ce que les pays ont fait - et n'ont pas fait –

1 - Accord visant à faire partager aux entreprises les bénéfices des découvertes commerciales issues de la génétique naturelle

Les données génétiques issues de la nature, connues sous le nom d'informations numériques sur les séquences (*Digital Sequence Information* ou DSI), jouent un rôle de plus en plus important dans la découverte de médicaments et de produits commerciaux. Jusqu'à présent, une grande partie de ces informations a été accessible gratuitement sur des bases de données mondiales, alors qu'elles

gènèrent des milliards de dollars de revenus, ce qui exaspère les pays riches en ressources naturelles d'où proviennent ces données. Mais cette situation devrait changer.

Les entreprises qui répondent à deux des trois critères suivants - ventes supérieures à 50 millions de dollars US, bénéfices supérieurs à 5 millions de dollars et actifs totaux de 20 millions de dollars - devront verser 1 % de leurs bénéfices ou 0,1 % de leur chiffre d'affaires au fonds DSI.

Bien que l'accord soit volontaire et que les gouvernements nationaux devront introduire les règles au niveau national, certains estiment que le fonds pourrait générer plus d'1.25 milliard de dollars par an pour la conservation de la nature.

Au moins la moitié de l'argent collecté ira aux communautés autochtones et une partie sera consacrée à garantir que les pays en développement en bénéficient.

« *C'est un grand pas en avant* », a déclaré Pierre du Plessis, ancien négociateur namibien chevronné et expert en matière de DSI.

« *Mais je ne peux m'empêcher de penser que nous avons manqué une occasion majeure de nous rallier à une approche beaucoup plus ambitieuse [du financement], qui pourrait mobiliser des ressources à l'échelle requise d'urgence.* »

2 - Les communautés autochtones et locales doivent jouer un rôle permanent dans la prise de décision en matière de biodiversité.

Depuis plus de 20 ans, les peuples autochtones et les communautés locales disposent d'un groupe de travail informel dans le cadre du processus des Nations unies sur la biodiversité. Ce groupe a été transformé en un organe permanent, ce qui signifie qu'ils peuvent contribuer aux négociations sans dépendre de la bonne volonté des gouvernements.

C'est la première fois qu'un organe des Nations unies chargé de l'environnement prend une telle décision. Jennifer "Jing" Corpuz, négociatrice principale du Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité (IIFB), a qualifié cette décision de « *tournant décisif dans l'histoire des accords multilatéraux sur l'environnement* ».

Les communautés locales sont définies comme des groupes de personnes ayant une longue association avec la terre ou l'eau sur laquelle elles vivent, et le texte mentionne les droits des populations afro-descendantes, c'est-à-dire des personnes d'origine africaine vivant dans les Amériques, souvent à la suite de l'esclavage.

3 - Pas de stratégie pour mobiliser 200 milliards de dollars par an pour financer la protection de la nature

L'une des priorités de la Cop16 était de mettre en œuvre une stratégie pour mobiliser des fonds pour financer la protection de la nature. En 2022 [à Montréal], les pays s'étaient engagés à mobiliser 200 milliards de dollars par an d'ici à 2030, dont 20 milliards de dollars à verser par les pays riches aux pays en développement d'ici à 2025. Ils n'y sont pas parvenus.

Bernadette Fischler Hooper, responsable du plaidoyer mondial au WWF, a déclaré que l'absence de progrès était « *vraiment décevante* ». Elle a déclaré : « *C'est une véritable farce* ». Elle a ajouté : « *C'est un véritable échec. Je suis ici depuis trois semaines et tout s'est terminé dans un petit nuage de poussière* ».

Tout au long des discussions, les pays en développement se sont inquiétés du fait que les pays riches n'allaient pas tenir leur promesse de 20 milliards de dollars, étant donné que la date limite n'est que dans deux mois. Au cours des discussions finales, les délégués des pays du Sud ont prononcé des discours passionnés sur les ressources limitées dont ils disposent pour protéger la biodiversité.

« *Cette Cop n'a pas apporté ce financement supplémentaire et ne nous a pas non plus donné l'assurance que les gouvernements travailleront ensemble pour le fournir de manière transparente et urgente* », a déclaré Jiwah Abdulai, ministre de l'environnement et du changement climatique de la Sierra Leone. « *Les gouvernements ont montré à maintes reprises qu'ils pouvaient mobiliser les fonds nécessaires lorsqu'ils le souhaitaient, que ce soit pour des pandémies ou des guerres. Pourquoi alors ne peuvent-ils pas le faire pour lutter contre la plus grande menace existentielle à laquelle nous sommes confrontés ?* ».

Les pays en développement, en particulier le groupe africain et le Brésil, ont demandé un nouveau « *mécanisme de financement* » pour distribuer les fonds destinés à la biodiversité. Ils estiment que le fonds actuel, qui fait partie du Fonds

Il est important de noter qu'elles sont largement d'accord sur le fait qu'au moins mille milliards de dollars par an doivent être transférés des pays riches vers les pays pauvres pour construire le nouveau monde vert et mettre fin à l'ancien monde alimenté par les combustibles fossiles. À défaut, tout le monde subira les effets de plus en plus meurtriers du réchauffement de la planète, comme les terribles inondations qui ont frappé l'Espagne la semaine dernière.

Mais c'est là que s'arrête l'accord et que commencent les négociations de la Cop29. Je vais donc commencer par le début et essayer de vous convaincre que mille milliards de dollars ne sont pas un chiffre énorme. Il s'agit en fait d'une bonne affaire, et la réélection à la présidence des États-Unis de Donald Trump, qui nie tout changement climatique, n'y change rien. [...]

\$1,000,000,000,000. Cela semble certainement être une grosse somme d'argent à trouver chaque année. Mais replaçons-la dans son contexte. Au cours des 50 dernières années, l'industrie mondiale du pétrole et du gaz a engrangé chaque année mille milliards de dollars de bénéfices purs.

Et rien n'indique que cela va bientôt s'arrêter. Le ministre saoudien de l'énergie, le prince Abdulaziz bin Salman al-Saud, a déclaré la semaine dernière à la conférence Future Investment Initiative à Riyad : « *Nous allons monétiser chaque molécule d'énergie que possède ce pays, un point c'est tout* ». Je reviendrai bientôt sur les taxes sur les combustibles fossiles.

Globalement, un billion de dollars représente moins de 1 % du PIB mondial. « *Chaque jour, les ministres des finances, les PDG, les investisseurs et les banquiers du développement manipulent des milliers de milliards de dollars* », note Simon Stiell, le plus haut responsable des Nations unies pour le climat. Il s'agit de pousser ces billions dans la bonne direction. Un pays, les États-Unis, s'est déjà engagé à consacrer un billion de dollars sur trois ans à sa propre action en faveur du climat.

L'argent existe donc. La mise à disposition de ces billions de dollars pour le financement de la lutte contre le changement climatique serait également une bonne affaire car, comme le dit M. Stiell, il s'agit « *d'une fraction des coûts que chaque nation devra payer si nous laissons la crise climatique se poursuivre, dévastant chaque année de plus en plus de vies et de moyens de subsistance* ». Ce

n'est pas seulement que les nations du monde peuvent se permettre de surmonter l'urgence climatique, c'est qu'elles ne peuvent pas se permettre de ne pas le faire.

Toutefois, cette vérité n'a pas encore permis de surmonter les énormes obstacles politiques qui ont retardé l'action climatique pendant si longtemps et qui nous ont conduits à nous retrouver dans une situation de "*crunch time for real*" (temps critique pour de vrai).

Alors, comment les milliards de dollars annuels peuvent-ils être effectivement distribués ? Tout d'abord, il est important de reconnaître qu'il ne s'agit pas de charité. Les pays en développement ne sont pas à l'origine de la crise climatique et dépensent déjà eux-mêmes plus de mille milliards de dollars par an pour lutter contre le réchauffement de la planète. Mais sans financement supplémentaire de la part des pays riches qui ont mis le feu au climat, l'utilisation future des combustibles fossiles sera un enfer pour tous.

Les pays en développement, qui subissent de plein fouet les phénomènes météorologiques extrêmes liés au climat, souhaitent que l'argent soit versé sous forme de subventions. Les paiements d'aide à l'étranger effectués par les gouvernements riches feront donc partie de la solution, à condition que les fonds existants ne soient pas simplement rebadgés en tant que fonds verts.

Mais une contribution supplémentaire plus importante devra être apportée par la Banque mondiale et d'autres banques internationales de développement, probablement sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt. Le problème est que ces institutions sont détenues et financées par les mêmes pays que ceux qui ont freiné pour accélérer l'action lors des précédentes conférences sur le climat. Et la récente réunion de la Banque mondiale à Washington DC n'a permis que des progrès marginaux.

Selon les observateurs, ces sources pourraient être en mesure de trouver entre 200 et 400 milliards de dollars par an. Mais c'est loin d'être suffisant et les prêts sont difficiles à accepter pour les pays pauvres qui dépensent déjà plus en remboursements de dettes qu'ils ne reçoivent d'aide. Des sommes considérables pourraient être collectées grâce à des taxes dite de solidarité, qui font l'objet de discussions de plus en plus nombreuses. Il s'agit notamment d'un impôt sur la fortune de 2 % pour les milliardaires, qui, selon les autorités, pourrait rapporter 250 milliards de dollars rien qu'au Brésil.

Des taxes sur les grands voyageurs, le transport maritime international, les transactions financières et, bien sûr, les combustibles fossiles sont également à l'étude. Mais toutes ces mesures nécessiteraient un accord mondial, le même défi que celui auquel sont confrontées les négociations sur le climat. Même l'idiotie consistant à dépenser 600 milliards de dollars par an pour subventionner les combustibles fossiles - jetant ainsi de l'huile sur le feu - s'est avérée extrêmement difficile à faire cesser.

Cela nous amène au financement du secteur privé - les entreprises qui investissent - qui pourrait fournir une grande partie des mille milliards de dollars. Mais certains considèrent qu'il s'agit d'une échappatoire pour les pays riches. « *Ils aimeraient probablement que le soleil, la lune et les vieilles chaussettes de grand-père soient également considérés comme des financements climatiques* », déclare Teresa Anderson, d'ActionAid International.

Un autre problème épineux réside dans le fait qu'en vertu du traité des Nations unies sur le climat, le groupe des pays riches tenus de diriger le financement de la lutte contre le changement climatique a été défini en 1992. Ainsi, des pays aujourd'hui beaucoup plus riches et plus polluants, tels que la Chine, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et la Corée du Sud, sont tous considérés comme des pays « *en développement* » en termes de climat. L'Union européenne, qui est le principal bailleur de fonds pour la lutte contre le changement climatique, est convaincue que ces économies émergentes, en particulier les États du Golfe riches en pétrole, doivent désormais assumer leur part de responsabilité et contribuer de manière significative à l'effort de lutte contre le changement climatique. Il convient également de noter que, même avant que M. Trump ne remporte l'élection présidentielle de cette semaine, les États-Unis n'étaient pas un grand pourvoyeur de fonds pour le climat, bien qu'ils soient la plus grande économie du monde.

Il semble très probable qu'un accord dans le cadre de la COP29 se traduise par un financement public de plusieurs centaines de milliards de dollars, le financement privé pouvant quant à lui atteindre des milliers de milliards de dollars. La question est celle du calendrier. Il a fallu des années pour atteindre le dernier objectif de financement climatique de 100 milliards de dollars par an, et l'escalade des catastrophes climatiques montre que le temps n'est absolument pas de notre côté.

Mais l'argent existe, tout comme la technologie. Il s'agit maintenant de politique et de la pression exercée sur les dirigeants par les personnes qu'ils représentent. « En fin de compte, il s'agit d'une décision politique pour faire avancer le monde vers un endroit plus sûr pour nos enfants et pour tout le monde », déclare Ani Dasgupta, directeur de l'Institut des ressources mondiales.